

Qu'est-ce que le traité d'Ottawa?

Écrit par Jeanne Emond

19-11-2006

Les 3 et 4 décembre 1997, plus d'une centaine de pays se retrouvaient à Ottawa pour signer le **Traité d'interdiction des mines antipersonnel**. Cet événement était l'aboutissement d'une campagne de sensibilisation qui aura duré plus de cinq ans. Six organisations non gouvernementales (ONG) étaient à l'origine de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines.

Le traité d'Ottawa est unique en ce qu'il vise à faire entièrement disparaître les mines antipersonnel des arsenaux de tous les combattants. Afin d'atteindre ce but, le traité identifie et interdit une vaste gamme d'activités : la mise au point, la production, le stockage, le transfert et l'emploi de ces armes. Le caractère global de cette interdiction constitue une innovation bienvenue dans le droit international humanitaire.

Trente-quatre millions de mines ont été détruites dans le monde depuis l'adoption du Traité d'interdiction des mines antipersonnel

Depuis, onze autres pays ont signé le traité. Depuis l'adoption du traité, des dizaines de millions de mines ont été détruites dans le monde... un progrès marqué.

Cependant, certaines des plus grandes puissances militaires dans le monde refusent toujours d'y adhérer, ce qui limite beaucoup l'efficacité de la démarche.

Les experts évaluaient alors entre cinq et dix millions le nombre de mines antipersonnel produites annuellement dans le monde. Plus de 100 millions de ces engins étaient enfouis dans le sol dans une soixantaine de pays au moment de la ratification du traité.

Désormais, grâce à l'adoption du traité d'Ottawa, les mines antipersonnel seront, elles aussi, considérées comme des armes dont le coût en termes de vies humaines est sans commune mesure avec leur utilité militaire

Qui adhère au Traité des mines antipersonnel ?

- Les 129 États parties au Traité d'interdiction des mines, qui ont signé et ratifié (ou adhéré) au Traité d'interdiction des mines antipersonnel :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua & Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte-d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Dominique, Équateur, Érythrée, Espagne, Fidji, France, Gabon, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Grenade, Honduras, Hongrie, Île

Maurice, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Kiribati, Liberia, Liechtenstein, Lesotho, Luxembourg, Macédoine (FYR), Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mozambique, Namibie, Nauru, Nicaragua, Niger, Nigeria, Niue, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République démocratique du Congo, République du Congo, République dominicaine, République de Moldavie, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Île Salomon, Salvador, Samoa, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Vatican, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

- Les 16 pays signataires du Traité d'interdiction des mines, qui doivent encore le ratifier :

Brunei Darussalam, Burundi, Chypre, Éthiopie, Grèce, Guyana, Haïti, Îles Cook, Îles Marshall, Indonésie, Lituanie, Pologne, Sao Tomé-et-Principe, Soudan, Ukraine, Vanuatu.

- Les 49 pays non-signataires du Traité d'interdiction des mines :

Arabie Saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Biélorussie, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Estonie, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, Géorgie, Inde, Irak, Iran, Israël, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Laos, Lettonie, Liban, Libye, Maroc, Micronésie, Mongolie, Myanmar (Birmanie), Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Palau, Papouasie Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République fédérale de Yougoslavie, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Sultanat d'Oman, Syrie, Timor Oriental, Tonga, Turquie, Tuvalu, Vietnam.

source : CICR